



Est-ce que le Président a déclaré une « Guerre secrète » à la Syrie et à l'Iran ?

Par [Steve Clemons](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2007

informationclearinghouse.info, [ISM](#)
(traduction de l'anglais) 12 janvier 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Les cercles des renseignements, de l'armée et de politique étrangère de Washington, sont occupés aujourd'hui à spéculer sur l'envoi du président, hier ou ces derniers jours, d'un décret secret au Secrétaire de la Défense et au directeur de la CIA pour lancer des opérations militaires contre la Syrie et l'Iran.

Le président pourrait avoir démarré une nouvelle guerre secrète, non-officielle contre la Syrie et l'Iran, sans le consentement du Congrès ou un large débat avec le pays.

Les grandes lignes de cet ordre sembleraient figurer dans le Discours à la Nation du président Bush décrivant sa nouvelle orientation au sujet de l'Irak :

Le succès en Irak exige également la défense de son intégrité territoriale et une stabilisation de la région face aux défis extrémistes. Cela commence par s'intéresser à l'Iran et à la Syrie. Ces deux régimes permettent aux terroristes et aux insurgés d'utiliser leurs territoires pour entrer et sortir d'Irak.

L'Iran fournit un soutien matériel pour des attaques contre les troupes américaines.

Nous stopperons les attaques contre nos forces. Nous interrompons le flux de soutien de l'Iran et de la Syrie.

Et nous chercherons et détruirons les réseaux qui fournissent des armements avancés et forment nos ennemis en Irak.

Nous prenons également d'autres mesures pour soutenir la sécurité de l'Irak et pour protéger les intérêts américains au Moyen-Orient. J'ai récemment ordonné le déploiement d'un groupe supplémentaire de porteurs de frappes dans la région.

Nous étendrons le partage des informations et nous déploierons des systèmes de défense aérien Patriot pour rassurer nos amis et alliés.

Nous travaillerons avec les gouvernements de la Turquie et de l'Irak pour les aider à résoudre les problèmes le long de leurs frontières. Et nous travaillerons avec d'autres pour empêcher l'Iran d'obtenir des armes nucléaires et dominer la région.

Pour alimenter les spéculations, les forces américaines ont attaqué aujourd'hui un consulat iranien à Arbil en Irak et détenu cinq membres du personnel iranien.

Étant donné que l'Iran a montré peu de considérations envers la sainteté politique de l'ambassade américaine à Téhéran il y a 29 ans, il serait ironique que l'Iran fasse beaucoup étalage de l'incursion.

Mais ce qui est déconcertant, c'est que certains spéculent que Bush a décidé de relancer l'engagement militaire contre l'Iran et la Syrie - en effectuant une action éventuelle à l'intérieur de leurs frontières, pas seulement en Irak.

Certains suggèrent que le raid sur le Consulat aurait eu pour but d'inciter une réponse militaire de la part de l'Iran - afin de créer un casus belli pour de nouvelles actions américaines.

Si c'est le cas, le débat sur le fait d'envoyer quatre brigades supplémentaires en Irak est pathétique.

La situation deviendra encore plus chaude qu'elle est maintenant, elle aggravera la position américaine et dévoilera le fait que pour combattre l'Iran à l'intérieur des frontières de l'Irak et dans le territoire iranien, il n'y a pas assez de troupes sur place.

Bush pourrait avoir appuyé bien plus sur la pédale d'accélérateur que nous l'imaginons.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS :

Cet échange qui a eu lieu d'aujourd'hui au sein du Comité des Relations Etrangères du Sénat entre le Président du Comité des Relations Etrangères, **Joseph Biden**, et le Sénateur **Chuck Hagel** avec le Secrétaire d'Etat **Condoleezza Rice** est rempli de démentis de non-démentis et de réponses évasives à la question de Biden sur la capacité du président à autoriser des opérations militaires contre des forces dans les territoires iraniens et syriens.

Sénateur BIDEN : La nuit dernière, le président a dit, je cite : « *Le succès en Irak exige également la défense de son intégrité territoriale et une stabilisation de la région face aux défis extrémistes. Cela commence par s'occuper de l'Iran et de la Syrie.* »

Il a continué en disant : « *Nous interrompons le flux de soutien de l'Iran et de la Syrie. Et nous chercherons et détruirons les réseaux qui fournissent des armements avancés et forment nos ennemis en Irak.* »

Est-ce que cela signifie que le président prévoit de franchir la frontière syrienne et/ou iranienne pour poursuivre ces personnes ou individus ou gouvernements fournissant cette aide ?

Secrétaire d'Etat RICE : Monsieur le président, nous venons juste de poser cette question au Président des chefs d'Etat-Major et je pense qu'il l'a peut-être mieux exprimé.

Il a parlé de ce que nous essayions vraiment de faire ici qui est de protéger nos forces et c'est ce que nous faisons en recherchant ces réseaux qui opèrent en Irak. Nous le faisons par les renseignements.

Nous pouvons alors, comme nous l'avons fait le 21 décembre, poursuivre ces groupes là où nous les trouvons.

Dans ce cas, nous avons alors demandé au gouvernement irakien de les déclarer persona non grata et de les expulser du pays parce qu'ils détenaient des passeports diplomatiques.

Mais — ce qui est vraiment examiné ici au sujet de ces réseaux, c'est que nous croyons que nous pouvons faire ce que nous avons besoin de faire à l'intérieur de l'Irak.

Évidemment, le président ne va rien décider pour protéger nos troupes, mais le plan est de détruire ces réseaux en Irak.

Le problème plus large, c'est que nous avons et que nous avons toujours eu en tant que pays des intérêts et des alliés très forts dans la région du Golfe, et nous devons travailler **avec nos alliés pour nous assurer qu'ils ont la capacité de défense dont ils ont besoin contre un accroissement du développement militaire iranien.**

Ils pensent que nous allons être une présence dans la région du Golfe Persique comme nous l'avons toujours été, et que nous établissons une confiance avec les Etats avec lesquels nous avons des alliances depuis longtemps, que nous aiderons à défendre leurs intérêts. Et c'est ce que le président avait à l'esprit.

Sénateur BIDEN : Secrétaire Rice, pensez-vous que le président a l'autorité constitutionnelle pour poursuivre de l'autre côté de la frontière en Irak (sic/Iran) ou en Syrie, les réseaux dans ces pays ?

Secrétaire RICE : Bien, Monsieur le président, je pense que je ne voudrais pas spéculer sur l'autorité constitutionnelle du président ou essayer de dire quoi que ce soit qui abrègerait certainement son autorité constitutionnelle, qui est large en tant que commandant en chef. Je pense que tout le monde comprendra cela : les Américains et moi supposons que le Congrès s'attendent à ce que le président fasse ce qui est nécessaire pour protéger nos forces.

Sénateur BIDEN : Madame le Secrétaire, je veux juste que ce soit clair, en parlant pour moi, que si le président concluait qu'il devait envahir l'Iran ou l'Irak afin de poursuivre ces derniers — ou la Syrie — à la poursuite de ces réseaux, je pense que l'autorisation actuelle accordée au président pour utiliser des forces en Irak ne couvre pas cela, et qu'il a besoin d'une autorisation du Congrès pour le faire.

Sénateur HAGEL: Je veux commenter brièvement le discours du président de la nuit dernière, puisqu'il a présenté à l'Amérique et au monde sa nouvelle stratégie pour l'Irak, et alors je voudrais vous poser plusieurs questions.

Je vais soulever l'un des points dont le président a parlé la nuit dernière dans la conclusion de son discours.

Quand il a dit, je cite : « *Nous pleurons la perte de chaque Américain tombé, et nous leur devons de construire un futur digne de leur sacrifice* » — et je ne pense pas qu'il y ait doute que, nous tous dans ce pays, sommes d'accord avec cela — mais je commencerais même par cette appréciation ; que nous devons aux militaires et à leurs familles une politique, une politique digne de leurs sacrifices, et je ne crois pas, Dr. Rice, que nous ayons cette politique aujourd'hui.

Je pense que ce dont a parlé le président la nuit dernière — et j'ai écouté attentivement et je l'ai relu encore ce matin — c'est d'une participation américaine élargie, d'une escalade en Irak et au Moyen-Orient.

Je ne suis pas d'accord avec cette escalade, et j'ai bien noté que quand vous dites, comme vous l'avez ici ce matin, que nous devons aider les Irakiens et faire attention au fait que des Irakiens sont tués, Madame le Secrétaire, des Irakiens tuent des Irakiens. Nous sommes dans une guerre civile. C'est violence sectaire hors de contrôle : des Irakiens contre des Irakiens. Pire, c'est une violence inter-confessionnelle : des Shiites tuent des Shiites.

Il est erroné de demander à nos jeunes hommes et femmes de sacrifier leurs vies, pour être envoyés au milieu d'une guerre civile.

C'est, tout d'abord, à mon avis, moralement mal. C'est une erreur tactique, stratégique, militaire. Nous ne gagnerons pas une guerre d'usure au Moyen-Orient.

Et je note que vous parlez du scepticisme et du pessimisme des Américains et de certains au Congrès.

Ce n'est pas une certaine sorte d'analyse subjective, mais c'est parce que, Madame le Secrétaire, nous y sommes depuis près de quatre ans, et qu'il y a des raisons à ce scepticisme et pessimisme, et cela est basé sur des faits sur le terrain, la réalité de la dynamique.

Et comme vous le savez, j'ai fait partie de ceux qui pensaient que l'objectif approprié n'était pas une escalade, mais d'essayer de trouver une plus large incorporation d'un cadre.

Et il devrait être, certainement, régional, comme beaucoup d'entre nous le disent depuis longtemps. Ce ne devrait pas être nouveau pour qui que ce soit. **Mais il devrait être plus que régional, il devrait être soutenu en interne, et cela devrait inclure l'Iran et la Syrie.**

Quand vous engagiez le Président Biden sur cette question, sur la question spécifique – est-ce que nos troupes entreront en Iran ou en Syrie, basé sur ce que le président a dit la nuit dernière — vous ne pouvez pas vous asseoir ici aujourd'hui – non pas parce que vous êtes malhonnête ou que vous ne compreniez pas, mais parce que **personne dans notre gouvernement ne peut s'asseoir ici aujourd'hui et dire aux Américains que nous ne nous engagerons pas dans des franchissements de frontières iraniennes et syriennes.**

Certains d'entre nous se souviennent de 1970, Madame le Secrétaire, et c'était le Cambodge, et quand notre gouvernement a menti aux Américains et a dit que nous n'avions pas franchi la frontière en entrant au Cambodge.

En fait nous l'avions fait. Il s'avère que j'en sais justement quelque chose sur le sujet, de même que certains dans ce comité.

Donc, Madame le Secrétaire, quand vous mettez en marche le genre de politique dont le président parle, c'est très, très dangereux.

En matière de fait, je dois dire, Madame le Secrétaire, que je pense que ce discours donné la nuit dernière par ce président représente la gaffe la plus dangereuse de politique étrangère dans ce pays depuis le Vietnam, si elle est appliquée. J'y résisterai –(interrompu par des applaudissements.)

Steve Clemons est éditeur du Washington Note, vice-président du New American Foundation et directeur du Japan Policy Research.

Source : <http://www.informationclearinghouse.info/>

Traduction : MG pour ISM

La source originale de cet article est [informationclearinghouse.info](http://www.informationclearinghouse.info), ISM (traduction de

[l'anglais\)](#)

Copyright © [Steve Clemons](#), [informationclearinghouse.info](#), [ISM](#) (traduction de l'anglais), 2007

Articles Par : **[Steve Clemons](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca